



## Dans ce numéro

- Un nouveau Coordonnateur Résident pour le Système des Nations Unies au Mali: Mme Mbaranga Gasarabwe p.1
- L'OMS fait le point sur la situation sanitaire au Mali p. 2
- Médecine traditionnelle et sécurité des patients p. 2
- Les vacances citoyennes 2009: mobiliser les jeunes autour du don de sang p. 3
- Appel lutter contre la stigmatisation liée au VIH et au SIDA p. 4
- La Poste mobilisée pour la lutte contre le VIH / SIDA p.4
- La réponse aux pluies violentes au Mali p. 5
- GAO : l'aménagement de la plaine morte de N'Jawa par le PAM fait renaître l'espoir p. 5
- Sécurisation des produits de santé de la reproduction p. 6
- La réglementation des affaires au Mali p. 6
- Signature d'un nouveau programme conjoint au Mali p. 7
- Assurer la sécurité alimentaire en temps de crise p. 7
- La semaine des Nations Unies 2009 p. 8-10
- Déclics -Exposition de photographies p. 11
- Calendrier des Journées Internationales p. 11
- Nouvelles de la Réforme des Nations Unies p.12
- Nouvelles du personnel p. 12

## UN NOUVEAU COORDONNATEUR RÉSIDENT POUR LE SYSTÈME DES NATIONS UNIES AU MALI: MME MBARANGA GASARABWE

Le 5 septembre, le Mali accueillait officiellement Mme Mbaranga Gasarabwe en tant que Coordonnateur Résident des Activités Opérationnelles du Système des Nations Unies. Mme Gasarabwe est également Coordonnateur Humanitaire, Agent Habilité pour la Sécurité et Représentant Résident du PNUD au Mali. Cette nouvelle affectation est une étape supplémentaire dans une carrière illustrée notamment par des postes similaires au Bénin, à Djibouti et en Guinée Conakry. Dans ces deux derniers pays, elle a eu à exercer ses responsabilités dans un climat sensible et a démontré ses compétences en matière de diplomatie, de coordination et de mobilisation, non seulement des Agences des Nations Unies, mais également des partenaires.



Mme Mbaranga Gasarabwe, nouveau Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies au Mali

Auparavant, Mme Gasarabwe qui est entrée au PNUD en 1991, a occupé les fonctions de Chargée de programme pour l'UNOPS\* à New York de 1991 à 1994. De 1994 à 1998, au siège des Nations Unies, elle a été, dans un premier temps, Chef de Division par intérim pour la Région de l'Afrique de l'Est, de l'Ouest et du Centre et, par la suite, Conseillère de Programme de pays au Bureau Régional pour l'Afrique. De 1998 à 2001, une nouvelle affectation l'a conduite au Bénin où elle a exercé tout d'abord les fonctions de Représentant Résident du PNUD par intérim et Représentant Résident Adjointe chargée du Programme et des Opérations. Par ailleurs, en collaboration avec OCHA, la Mission de maintien de la Paix et le Conseil de Sécurité, Mme Gasarabwe a diri-

gé des missions de haut niveau dans certains pays, notamment en République Centrafricaine pour tenter de résoudre la crise de la mutinerie par le biais d'un dialogue constructif avec toutes les parties impliquées. L'expérience de notre nouveau Coordonnateur Résident ne se limite pas au Mali

puisqu'elle a travaillé comme consultante pour d'autres institutions, notamment ACIDI\*\*, l'USAID et la Banque Mondiale. Ces diverses expériences lui ont permis de développer des compétences en matière de négociation et d'établissement de partenariats avec les autorités et les acteurs clés qui seront d'une utilité certaine pour gérer la mise en place du « Delivering as One » au Mali. En effet, entériné par le Conseil des Ministres le processus exigera de rassembler tout le Système des Nations Unies autour des quatre piliers de la réforme: le programme unique; le budget unique; le leader unique et le bâtiment unique. Pour que tous puissent contribuer au « Delivering as One », une information régulière sur le processus et la promotion du dialogue interne fait partie de l'approche préconisée par Mme Gasarabwe.

Le soutien à la consolidation du processus de paix au Nord du Mali fait également partie des priorités du nouveau Coordonnateur Résident. La paix durable dans cette région est liée à son développement socio-économique et le Système des Nations Unies a l'intention d'appuyer le gouvernement du Mali dans cette voie.

\* Bureau des Nations Unies pour les Services d'Appui aux Projets.

\*\* Agence canadienne de Développement International

## L'OMS FAIT LE POINT SUR LA SITUATION SANITAIRE AU MALI

Du 31 août au 4 septembre, le Rwanda a accueilli la 59<sup>ème</sup> session du Comité Régional de l'OMS pour l'Afrique. Afin de préparer la délégation du Mali, le Représentant de l'OMS, le Dr Fatoumata Binta Diallo, a organisé un briefing couvrant les points essentiels sur la situation sanitaire au Mali et la position de l'OMS par rapport aux défis auxquels le pays se trouve confronté.

Le Ministère de la Santé était représenté par le Dr Mountaga Boré, Conseiller santé, et le Professeur Toumani Sidibé, Directeur National de la Santé. Les conseillers de l'OMS en charge des questions portant sur la rencontre au Rwanda étaient également présents.

Parmi les éléments discutés, figuraient la flambée de méningite cérébro spinale en 2008, la nouvelle émergence du choléra et la première apparition de la fièvre lassa. Les avancées significatives du Règlement Sanitaire International ont également été soulignées. En ce qui concerne le paludisme, l'OMS préconise la couverture universelle d'ici 2010. Dans le cadre de la lutte contre le VIH /SIDA, le pays tend vers la décentralisation des soins et 82% des malades sont sous traitement antiretroviraux. La lutte contre la tuberculose connaît un réel progrès mais des efforts significatifs doivent être fournis dans la détection des cas. En ce qui concerne la rougeole, une augmentation de la couverture vaccinale a été enregistrée et les activités de vaccination supplémentaire de rattrapage et de suivi ont été menées. Des progrès ont été également enregistrés dans la mise en place d'un système de surveillance avec confirmation en laboratoire, l'amélioration de la prise en charge des cas de rougeole, la réduction de la mortalité et de la morbidité. Cependant, des flambées épidémiques

persistent dans les localités insuffisamment couvertes par la vaccination. L'OMS recommande d'adopter l'approche par étape vers l'élimination en atteignant d'abord la pré élimination en 2012 puis l'élimination en 2020.

Les participants au briefing ont également abordé la question des systèmes de santé. Les principaux aspects soulevés ont porté entre autres sur la signature du Compact, les ressources humaines, le financement de la santé, les OMD et la recherche. L'OMS, dans sa stratégie de coopération, appuie tous ces programmes soit techniquement soit financièrement à travers le Ministère de la Santé. Par ailleurs, l'OMS recommande que le Gouvernement finalise la politique de recherche, qu'il s'attaque à la répartition inégale des ressources humaines et financières entre les régions.

Les représentants du Ministère de la Santé ont annoncé qu'en matière de recherche, un projet de loi est en voie d'approbation par le Gouvernement et que l'Institut national de recherche en santé publique (INRSP) finalisera le document de politique de recherche en Santé. Le Ministère de la Santé doit fournir des efforts pour finaliser les articles à publier dans le cadre de « Evipnet » avant fin septembre 2009.

A propos du Règlement Sanitaire International, le Ministère envisage de rencontrer l'INRSP pour tirer au clair des questions d'ancrage institutionnel. Quant à l'élimination de la rougeole, le renforcement du Programme Elargi de Vaccination et la mise en œuvre des stratégies innovantes notamment dans les régions nord du pays ont été recommandées. La décentralisation de l'offre de soins du VIH/SIDA a été appréciée par les représentants du Ministère de la santé. Par ailleurs, ces derniers ont émis des inquiétudes par

rapport à la lenteur de la progression vers l'atteinte des OMD.

Cette session a été appréciée par les participants car elle a permis non seulement une préparation aux discussions dans le cadre du Comité Régional de l'OMS mais a, également, constitué une occasion appréciable de partage d'information entre l'OMS et le Ministère de la Santé.

La 59<sup>ème</sup> session du Comité Régional de l'OMS pour l'Afrique a enregistré plus de 500 participants venant des Etats membres, de la Directrice Générale de l'OMS le Dr Margaret Chan, du Directeur exécutif de l'ONUSIDA, Dr Michel Sidibé, et de S.E M. Festus Mogae ancien Président du Botswana.

Le Mali était représenté à cette session par le Ministre de la Santé, M. Oumar Ibrahima Touré, accompagné du Dr Mountaga Bouaré, Conseiller technique et du Professeur Toumani Sidibé Directeur national de la santé.

Lors de la rencontre, le Dr Luis Gomes Sambo a été reconduit comme Directeur Régional de l'OMS pour l'Afrique, pour un nouveau mandat de 5 ans qui court à partir du 1<sup>er</sup> février 2010.

Parmi les principaux points inscrits à l'ordre du jour de cette session du Comité régional figurent le Budget Programme de l'OMS pour l'exercice biennal 2010-2011 et les orientations pour sa mise en œuvre dans la Région africaine.

Dans un message au continent, le Dr Margaret Chan a rappelé que l'argent seul ne suffit pas à vaincre les maux dont souffre l'Afrique. Il faut, a-t-elle préconisé, un engagement politique fort et un véritable leadership des Etats membres. Ces éléments alliés à une bonne gestion des ressources, seront déterminants dans la réussite des politiques de santé.

## MÉDECINE TRADITIONNELLE ET SÉCURITÉ DES PATIENTS



Echantillons de produits issus de la médecine traditionnelle

La septième Journée africaine de Médecine Traditionnelle a été célébrée ce lundi 31 août 2009 au département de médecine traditionnelle (DMT) sous le thème « Médecine traditionnelle et

sécurité des patients ». Ceci en reconnaissance de l'importance de la sécurité des patients et de la plus grande attention accordée à l'échelle mondiale à la qualité générale des soins.

La cérémonie était présidée par Dr Amara Chérif Traoré, Conseiller technique au Ministère de la Santé, en présence de Dr Minkaila Maiga, représentant l'OMS.

Outre ces personnalités, on notait également la présence du Directeur général de l'Institut National de Recherche en Santé Publique ( INRSP ), les responsables des services techniques du Ministère de la Santé (*Suite page 3*)

(Suite de la page 2)

et du Développement social, les associations des tradithérapeutes, les élus communaux et chefs de quartiers, et plusieurs autres invités.

Depuis les années soixante dix, l'OMS a reconnu la nécessité de promouvoir la médecine traditionnelle pour l'amélioration de l'état de santé des populations dans les pays en développement. Plus de 80% de cette population dépendent de la médecine traditionnelle pour la satisfaction de leurs besoins en santé.

Dans son allocution, Dr Maiga a, au nom du Représentant de l'OMS, rappelé la conclusion de la cinquante huitième session du Comité régional de l'OMS tenue à Yaoundé en 2008. Lors de cette session, le document intitulé « Sécurité des patients dans les services de santé en Afrique : enjeux et solutions » avait été approuvé. Les participants avaient également lancé un appel aux pays africains pour qu'ils accordent la priorité voulue à la sécurité des patients, dans le cadre de la prestation des soins de santé.

Le concept de sécurité des patients se réfère au processus ou aux structures qui permettent de réduire la probabilité d'événements indésirables résultant de l'interaction avec le système de soins de santé.

Dr Maiga a enfin rappelé aux pays la nécessité d'élaborer des stratégies de promotion de la santé visant à sensibiliser les consommateurs à l'utilisation en toute sécurité des médica-

ments issus de la médecine traditionnelle et d'encourager les bonnes pratiques en matière de médecine traditionnelle.

Le représentant du Ministre de la Santé, après avoir défini le rôle du *tradipraticien*, notera que la collaboration entre les acteurs de la médecine traditionnelle et de la médecine conventionnelle doit permettre d'établir des ponts nécessaires à la référence et à la contre référence.

La sécurité du patient a-t-il poursuivi, doit toujours être la préoccupation de tout praticien de santé, qu'il soit conventionnel ou traditionnel en appliquant les règles de déontologie et d'éthique et en mettant à sa disposition des médicaments dont l'efficacité et la qualité sont assurées.

Quatre communications ont été présentées au cours de la journée : (i) médecine traditionnelle et sécurité du patient ; (ii) déontologie et éthique en médecine traditionnelle et la sécurité du patient ; (iii) standardisation du médicament traditionnel et la sécurité du patient et (iv) la collaboration entre tradipraticien de santé et agent de médecine conventionnelle et la sécurité du patient.

La célébration de la journée fut également l'occasion de visiter des locaux du département de la médecine traditionnelle, le jardin botanique et une exposition des produits issus de la médecine traditionnelle.

## LES VACANCES CITOYENNES 2009 : MOBILISER LES JEUNES AUTOUR DU DON DE SANG

C'est au Carrefour des jeunes de Bamako que le Ministre de la Jeunesse et des Sports, Hamane Niang accompagné pour la circonstance par le Représentant de l'OMS au Mali, Dr Fatoumata Binta Diallo a procédé le mardi 18 août 2009 au lancement officiel de l'édition 2009 des vacances citoyennes.

Outre ces deux personnalités, l'éclat de la cérémonie a été rehaussé par la présence des responsables des départements de la Jeunesse, de la santé, du Développement Social, de l'Association des Pionniers du Mali et des jeunes venus de tous les horizons du district de Bamako.



Initiées par le Ministère de la Jeunesse et des Sports en collaboration avec ses partenaires, les vacances citoyennes peuvent être perçues comme une mobilisation massive des jeunes à l'occasion des vacances scolaires en vue d'apporter leur contribution à l'œuvre de la construction nationale.

Après une première édition qui a porté sur le reboisement dans la capitale des « balanzan » à Ségou, le thème de la deuxième édition porte sur le don de sang. Le but recherché est de constituer un stock de sang pour faire face à la demande de plus en plus croissante des structures socio-sanitaires du pays.

Dans son intervention, le Ministre de la Jeunesse et des Sports expliquera que la citoyenneté est un concept dont il n'existe pas une définition uniforme. Elle renvoie à la notion de citoyen qui selon Hamane Niang, désigne tout habitant exerçant ses droits et assumant ses devoirs vis-à-vis de sa collectivité. Il s'agit ni plus ni moins que de faire des jeunes des citoyens conscients de leurs droits et devoirs, donc de vrais acteurs du développement.

Le Ministre a enfin remercié l'OMS pour son accompagnement dans toutes les activités initiées par le Département de la Jeunesse et du sport.

Avant de procéder au lancement officiel de l'événement à travers un don de sang, M. Hamane Niang a lancé un appel à l'ensemble de la Jeunesse du Mali à plus de patriotisme et de civisme.

Car a-t-il poursuivi, nous sommes conscient que le progrès de tout pays reste lié à sa capacité de capitaliser et de valoriser l'énergie et le savoir faire de sa jeu-



*Le Ministre de la Jeunesse et des Sports a fait un don de sang lors de la cérémonie de lancement des vacances citoyennes.*

nesse.

Une prestation de la troupe artistique et culturelle du Carrefour des jeunes et un sketch du Projet jeunes du Ministère de la Jeunesse et des Sport ont mis fin à la cérémonie.

Cette édition s'est poursuivie jusqu'au 21 août avec des dons de sang dans les six communes du district de Bamako, des compétitions sportives et des conférences débats sur le thème de la journée.

## APPEL A LUTTER CONTRE LA STIGMATISATION LIÉE AU VIH ET AU SIDA



L'ONG Walé en partenariat avec les associations de personnes vivant avec le VIH de Ségo (Réseau Régional, KeneyaTon, BadenyaTon, Jama jigi), a organisé le Jeudi 13 Août 2009, la 2<sup>ème</sup> édition de « la journée lumière ». Cet événement vise à amorcer une dynamique devant aboutir à une réponse appropriée contre la stigmatisation liée au VIH et au SIDA.

Selon l'ONUSIDA, la stigmatisation et la discrimination associées au VIH et au SIDA constituent les plus importants obstacles à la prévention de nouvelles infections, à la fourniture d'une prise en charge, d'un soutien adéquat et à l'atténuation des impacts.

L'édition 2009 de la « Journée lumière » s'inscrit dans la logique du « Projet POSITIF ! » qui a été conçu avec l'appui technique et financier de l'Alliance ICCO, TOGETTHERE et STOP AIDS NOW.

En plus des autorités administratives, politiques et communautaires de Ségo, l'évènement a notamment compté la participation du Coordonnateur Pays de l'ONUSIDA au Mali, du Président du Réseau Malien des Associations de Personnes vivant avec le VIH (RMAP+), du Coordinateur Médical de ARCADSIDA, du représentant de Kéné Dougou Solidarité (Sikasso), de la Présidente de l'Association Féminine d'Aide et de Soutien aux PV-VIH (AFAS), du Président de l'Association Malienne d'Aide et de Soutien aux PV-VIH (AMAS) et du représentant de Jigi (Sikasso). Le Secrétariat Exécutif du Haut Conseil National de Lutte contre le SIDA était, quant à lui, représenté par le Secrétaire Exécutif Régional.

A cette occasion, le Dr Yamina Chakkar, Coordonnateur de l'ONUSIDA au Mali, a livré le message du Directeur Exécutif M. Michel Sidibé dans sa lettre aux partenaires et aux acteurs de la société civile pour atteindre les objectifs de l'accès universel aux soins.

Elle a rappelé l'ampleur de la discrimination et stigmatisation liées au VIH et ses conséquences qui représentent des obstacles majeurs à l'accélération de la lutte contre le VIH/SIDA. Elle a encouragé les autorités de la région et les acteurs de la société civile à redoubler d'efforts avec l'appui coordonné des partenaires techniques et financiers.

Les initiateurs de la Journée ont profité de l'évènement pour lancer l'*Appel de Ségo* à l'intention des leaders de la ville pour la mise en œuvre d'actions concrètes. L'Appel s'adresse également au Haut Conseil National de Lutte contre le Sida pour que soit réalisée une étude scientifique sur le phénomène de la stigmatisation liée au VIH. Cette étude permettrait de développer une réponse adaptée au contexte malien. L'*Appel de Ségo* encourage également les personnes vivant avec le VIH à se donner les moyens de jouer le premier rôle dans le combat contre la stigmatisation.

## LA POSTE MOBILISÉE POUR LA LUTTE CONTRE LE VIH / SIDA

La journée Mondiale de la Poste, célébrée le 9 octobre, a revêtu une importance particulière cette année puisqu'elle était consacrée au démarrage officiel de la campagne de prévention du VIH et la mobilisation de la poste dans la lutte contre le VIH/SIDA. Cette campagne implique sept pays pionniers: le Mali, le Cameroun, le Brésil, le Burkina Faso, la Chine, le Nigeria et l'Estonie.

Au Mali, le lancement de la campagne de Prévention du VIH, avec pour thème « *Engageons les services postaux dans la lutte contre le VIH/SIDA* », s'est fait sous le haut parrainage de Mme le Ministre de la Communication et des Nouvelles Technologies et du Secrétaire Exécutif du Haut Conseil National de Lutte contre le Sida

(HCNLS), avec l'appui de l'ONUSIDA. L'évènement a regroupé plusieurs personnalités dont les autorités nationales, le Président du Conseil de Surveillance du Comité de régulation des Télécommunications (CTR), les Secrétaires Généraux de l'Union Nationale des Travailleurs du Mali et de la CSTM, le Directeur Général et Directeurs régionaux ainsi que tout le personnel de la poste. Le corps diplomatiques et consulaire, de nombreux partenaires au développement, des représentants du Système des Nations Unies, le Réseau Malien des Associations des Personnes vivant avec le VIH/SIDA et tous les acteurs de la lutte contre le SIDA ont également répondu au rendez-vous.

Dans leurs interventions, le Ministre de la Communica-

tion et des Nouvelles Technologies et le Secrétaire Exécutif du HCNLS ont souligné que la participation du Mali dans la campagne démontre l'engagement et le leadership politique du pays pour l'Accès Universel à la prévention, aux soins et traitement du VIH/SIDA.

Le Directeur National de la Poste a qualifié l'engagement de la Poste d'acte citoyen tout en insistant sur le fait que la lutte contre le VIH / SIDA interpelle tout le monde et que seule la force et la détermination de chacun peuvent faire reculer la pandémie voire l'éradiquer.

Le lancement de la campagne se poursuivra jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre 2009 dans plusieurs régions du pays, date à laquelle elle atteindra son point culminant.

Une stratégie de prolongation et d'extension de la campagne à travers tout le pays et de façon continue est en cours sous la coordination du SE/HCNLS avec l'appui de l'ONUSIDA

« Avec plus de 7400 nouvelles infections au VIH par jour, il est urgent d'intensifier les efforts de prévention. La capacité du réseau postal à toucher un grand public est immense: les bureaux de poste sont ouverts à tous, jeunes et moins jeunes, et présentent un excellent moyen innovant pour soutenir les efforts de sensibilisation au VIH. »

Michel Sidibé, Directeur Exécutif de l'ONUSIDA

## LA RÉPONSE AUX PLUIES VIOLENTES AU MALI



Suite aux fortes pluies qui se sont abattues au Mali durant les mois d'août et septembre, une rencontre d'information et d'échanges s'est tenue le 16 Septembre 2009 au PNUD. Elle a vu la participation des services étatiques impliqués dans la gestion des crises, tels que la Direction Générale de la Protection Civile (DGPC), le Système d'Alerte Précoce (SAP) ainsi que celle du Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies au Mali et des Représentants d'agences du SNU. Certains partenaires techniques et fi-

nanciers (PTFs) et ONGs internationales travaillant sur le terrain étaient également présents.

Selon la Protection Civile du Mali, on a dénombré, sur l'ensemble du territoire, 25 décès avec près de 1431 familles sinistrées à la date du 16 septembre 2009. Par ailleurs, plusieurs hectares de champs ont été inondés et plus de 4000 concessions se sont écroulées. Dans le cadre de la réponse, le Gouvernement et ses partenaires, ont immédiatement dépêché des équipes rapides d'évaluation afin d'assister les populations touchées. Cette assistance s'est matérialisée sous forme de dons en argent, de couvertures, de tentes, de céréales, de moustiquaires, d'eau de javel, de jerrycans etc. Par ailleurs, 60 tonnes venant des stocks céréaliers du Programme de Restructuration du Marché Céréalier (PRMC) ont été distribuées aux populations sinistrées. Dans le domaine de la santé, le Directeur Général de la

Protection Civile a affirmé que le dispositif est suffisamment renforcé grâce à l'appui de l'OMS dans toutes les régions du Mali.

En termes de besoins à couvrir, le Directeur Général a sollicité de la part des partenaires un appui en tentes, biscuits protéinés, lait pour enfant, huile, sucre, vêtements pour enfants et transport de l'assistance vers les populations touchées.

Pour une bonne coordination des actions et circulation des informations, les participants ont convenu de tenir des rencontres mensuelles à la demande du Directeur Général. Ces rencontres se tiendront en marge de la plateforme nationale sur la gestion des catastrophes pour transmission aux PTFs. Par ailleurs, les bulletins émis par la DGPC sur les inondations seront désormais centralisés au Bureau du Coordonnateur Résident et mis à disposition du SNU et des ONGs.

## GAO : L'AMÉNAGEMENT DE LA PLAINE MORTE DE N'JAWA PAR LE PAM FAIT RENAÎTRE L'ESPOIR

Le Programme Alimentaire Mondial (PAM) Mali en collaboration avec le Ministère de l'Agriculture a aménagé la plaine de N'Jawa située dans la commune urbaine de Gao. Sur financement de la Nationale Post Laterij des Pays-Bas à hauteur de plus de 90 000 000 F CFA, l'aménagement a duré 3 mois et a surtout consisté au surcreusement du canal long de 3273 mètres, ainsi que la réalisation d'une retenue d'eau de 150 mètres raccordée à 2 digues. Il faut aussi noter que les communautés bénéficiaires notamment celles de Gadeye, Zindiga et Berrah ont apporté leur main d'œuvre pour la consolidation de la digue de protection longue de 915 mètres.



Canal surcreusé

En effet, c'est suite à la mauvaise pluviométrie et l'invasion acridienne lors de la campagne agricole 2004-2005 qui ont engendré une insécurité alimentaire avec comme conséquence l'aggravation de la situation nutritionnelle particulièrement chez les enfants de moins de 5 ans que le PAM, en collaboration avec le Ministère de l'Agriculture, a envisagé l'aménagement de la plaine qui est située à 2 km de la ville de Gao. Cet aménagement permettra ainsi à près de 130 femmes et 200 hommes de la commune urbaine de Gao et de celle de Soni Ali Ber d'exploiter la plaine sur une superficie de 55 hectares. Les communautés pourront à court terme

faire de la riziculture et du maraîchage et, à long terme, faire de la production du bois. L'exploitation de la plaine de N'Jawa permettra ainsi d'augmenter la production agricole et de contribuer à faire de la sécurité alimentaire désormais une réalité dans ces zones.

L'ONG ADM (Appui au Développement du Mali) a été sollicitée par le PAM pour assurer la mobilisation des exploitants en vue de la consolidation de la digue de protection, du pointage des participants aux travaux, du renforcement de capacité des exploitants dans la gestion et la maintenance des ouvrages qui ont été officiellement réceptionnés le 05 août dernier sous la présidence de M. Moumouni DAMANGO

Conseiller aux Affaires Economiques et Financières de la région de GAO.

Avec l'hivernage qui s'installe, les communautés ont d'ores et déjà commencé à faire le labour des champs sur ladite plaine.

La plaine de N'JAWA, qui est un mot d'origine tamasheq signifiant oued venant de l'ouest, apportera certainement beaucoup d'eau ; toute chose qui représente de l'espoir pour ces braves communautés.

## SÉCURISATION DES PRODUITS DE SANTÉ DE LA REPRODUCTION

L'UNFPA en collaboration avec le Ministère de la Santé et l'USAID a entamé du 26 octobre au 14 novembre 2009, l'analyse situationnelle pour la sécurisation des produits de santé de la reproduction (SR) (Planification Familiale, Soins Obstétricaux et Néonataux, IST/VIH/SIDA, Produits sanguins). La sécurisation des produits SR, suppose que tout individu puisse avoir accès aux produits de qualité quand il en a besoin et partout où le besoin se fait sentir.

Durant ce processus, les participants ont au cours d'un premier atelier du 26 au 29 octobre 2009: (1) adapté l'outil RHCSAT\* de collecte des données au contexte du pays; (2) collecté auprès des participants les informations relatives à la Sécurisation des Produits SR; (3) identifié les points forts/opportunités, les points faibles/menaces, pour améliorer la Sécurisation des Produits SR par les acteurs du niveau central et les partenaires impliqués dans la SR; (4)

validé la liste consensuelle des produits SR à sécuriser au Mali; (5) formulé les recommandations sur la base des points forts et points faibles identifiés lors des travaux de groupes et, enfin, (6) présenté les sites et le programme de collecte de données au niveau régional.

Cet atelier, organisé par le Ministère de la Santé à travers la Direction de la Pharmacie et l'appui technique de l'UNFPA, s'est tenu dans un contexte marqué par d'importants acquis dans la mise en œuvre de la politique sectorielle de santé et de population. D'où la volonté du Ministère de la Santé du Mali de procéder à une approche globale de sécurisation des produits de la santé de la reproduction dans le cadre de l'amélioration de l'accès aux médicaments et aux services de santé.

Le Mali a entrepris les démarches nécessaires pour renforcer les partenariats internationaux pour le développement à travers le PDDSS, le PRODESS II+, la loi sur la santé de la Reproduction en

2002, le Plan Stratégique en SR 2004-2008, la Feuille de Route pour la réduction de la mortalité maternelle et néonatale et le Plan d'action décennal pour assurer la contraception sécurisée au Mali.

Le processus de l'analyse situationnelle doit aboutir à une revue analytique du contexte politique, réglementaire, démographique et sanitaire du pays, l'identification des besoins non satisfaits, des obstacles à l'accès géographique, socio culturel et financier et à l'utilisation des services, la collecte et l'analyse des données relatives à l'offre de services, l'analyse du mécanisme de financement des produits SR à travers l'identification des sources (Gouvernement, Partenaires, Ménages), du budget alloué (fonds alloués, fonds recouvrés), et, enfin, à l'adoption de recommandations pour l'élaboration d'un plan stratégique intégré de sécurisation des produits SR.

*\*Outil au service de l'analyse de la sécurité des produits pour la santé de la reproduction*

## LA RÉGLEMENTATION DES AFFAIRES AU MALI

Le Mali s'est classé 156<sup>ème</sup> sur 183 dans le rapport *Doing Business 2010: Reforming through Difficult Times* (Mener à bien des réformes en ces temps difficiles), le septième d'une série de rapports annuels publiés par l'IFC et la Banque mondiale et lancé le 9 septembre 2009.

En quatre mois, le Mali a effectué des réformes dans cinq domaines: obtention des permis de construire, exécution des contrats, protection des investisseurs, création d'entreprise et commerce transfrontalier.

Le pays a raccourci de 30 jours le délai pour le branchement au réseau d'eau d'Energie du Mali (EDM), la compagnie nationale d'eau et d'électricité.

Des amendements apportés au Code de procédure civile, commerciale et sociale ont amélioré l'exécution des contrats par l'introduction de délais afin de permettre que l'assignation soit signifiée au moment du dépôt, sans intervention d'un juge.

La protection des investisseurs a été renforcée par un amendement au Code de procédure civile commerciale et sociale pour faciliter l'accès des action-

naires aux informations sur l'entreprise.

La création d'entreprise a été simplifiée par la création d'un nouveau Guichet unique permettant d'enregistrer une société au Greffe du Tribunal de commerce et aux services des impôts, avec la possibilité de faire une publication en ligne et d'obtenir un Numéro d'identification national (NINA).

La mise en place d'un système d'échange de données informatisées (EDI), l'amélioration de l'utilisation des terminaux par les commerçants maliens et la simplification des documents requis ont réduit les délais du commerce transfrontalier.

Le Ministre malien de l'Industrie, des Investissements et du Commerce, M. Ahmadou Abdoulaye Diallo, qui a participé à la cérémonie dans les locaux de la Banque mondiale à Bamako, s'est réjoui de ce classement, et a annoncé des réformes ultérieures pour un meilleur classement de son pays.

Ont participé à cet événement, plusieurs responsables ministériels, des représentants du secteur privé national

et étranger, des Partenaires techniques et financiers du Mali et la presse privée et publique.

« En cette période où la crise financière et économique mondiale éclipse tout autre intérêt, la réglementation des affaires peut faire une importante différence en ce qui concerne la facilité de réorganisation des entreprises en difficulté pour les aider à survivre et à se reconstruire lorsque la reprise s'amorcera et de créer de nouvelles entreprises », affirme Penelope Brook, Vice-présidente suppléante, développement des secteurs privé et financier de la Banque mondiale.

*Doing Business* analyse les réglementations locales qui s'appliquent aux entreprises au cours de leur cycle de vie. Il est à noter que *Doing Business* ne mesure pas tous les aspects de l'environnement des affaires qui importent aux entreprises et aux investisseurs. Ainsi, il ne mesure pas la sécurité, la stabilité macroéconomique, la corruption, le niveau de compétences de la main-d'œuvre ni la solidité du système financier dans les pays évalués.

## SIGNATURE D'UN NOUVEAU PROGRAMME CONJOINT AU MALI



Photo de famille lors de la signature du nouveau programme conjoint pour la nutrition et la sécurité alimentaire.

du Système des Nations Unies permettaient difficilement de maximiser l'impact que pourrait produire une action concertée. C'est pourquoi, quand l'opportunité a été offerte au Système des Nations Unies au Mali, d'accéder par voie de compétition au Fonds espagnol pour l'atteinte des OMD, l'équipe Pays s'est empressée de soumettre une proposition de programme conjoint réunissant cinq Agences que sont l'UNICEF (Agence Lead), le PNUD, le PAM, la FAO et l'OMS. Malgré des critères de sélection très rigoureux, le Secrétariat du Fonds Espagnol a approuvé

L'expérience dans le domaine de la malnutrition et de la sécurité alimentaire a montré que les interventions isolées des Agences

la proposition à hauteur d'un montant de 8 millions de dollars pour une période de 3 ans.

Ce programme intitulé « Amélioration de la Nutrition et de la Sécurité Alimentaire des enfants dans les communes les plus vulnérables du Mali », vise à lutter contre la malnutrition et l'insécurité alimentaire dans le cercle de Bandiagara dont les communes sont classées parmi les plus vulnérables du Mali. Il a fait l'objet d'une cérémonie de signature le mardi 6 octobre 2009 au Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale en présence de plusieurs Ministres du Gouvernement et Chefs d'Agence du SNU ainsi que d'un représentant du Royaume d'Espagne. La mise en œuvre effective du programme qui se fera sous l'égide du Commissariat à la Sécurité Alimentaire, devrait commencer début 2010.

Après les programmes conjoints « Droits humains et genre » et « VIH SIDA », le présent programme sera le troisième du genre au Mali. Au moment où nous sommes engagés dans l'approche « Unis dans l'Action », cette initiative est une nouvelle opportunité d'inscrire l'action des Nations Unies dans une dynamique de cohérence programmatique.

## ASSURER LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE EN TEMPS DE CRISE

A l'occasion de la journée mondiale de l'alimentation, le 16 octobre 2009, les habitants du cercle de Bandiagara dans la région de Mopti, ont reçu avec faste une délégation venue de Bamako pour l'occasion, composée de représentants du gouvernement et du Système des Nations Unies. C'était en effet un vrai festival de couleurs, de sons et d'odeurs avec les différentes prestations de danseurs, d'acrobates et de chasseurs ; les stands d'exposition des produits du terroir ; la présentation culinaire des spécialités de la région.

Cette année le thème de la journée, « Atteindre la Sécurité Alimentaire en temps de crise » trouve une résonance particulière car, comme l'a souligné le Représentant de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), pour la première fois dans l'histoire, plus d'un milliard de personnes souffrent de sous-alimentation dans le monde soit environ cent millions de plus que l'année dernière.

Les prix des denrées alimentaires, malgré la baisse récente, demeurent supérieurs de plus de 25% par rapport à ceux enregistrés avant le début de la crise alimentaire. Nous assistons à une hausse vertigineuse des coûts des intrants, une baisse des transferts de fonds par les immigrés et l'aide publique au développement devrait

diminuer de 25% (source FMI). Le Programme Alimentaire Mondial (PAM) s'est engagé à nourrir 108 millions de personnes dans le monde mais un déficit budgétaire important a contraint l'agence à réduire les rations dans certains pays et à suspendre des programmes dans d'autres.



Dans un contexte de crise alimentaire et financière et de changement climatique, le cercle de Bandiagara a été sélectionné pour la célébration de la journée mondiale de l'alimentation au Mali, afin de souligner les mérites d'une application des techniques d'aménagement antiérosif de la communauté et qui ont un impact positif sur le développement durable de

l'agriculture. Aussi le Commissariat à la Sécurité alimentaire et la FAO investissent-ils dans des projets d'appui aux organisations paysannes du plateau dogon.

Il faut également souligner la vitalité des associations et groupements du Cercle : coopératives multifonctionnelles de femmes, association pour la transformation de fruits et légumes (DENTAL), groupements pour la transformation et la conservation par le séchage (poissons, échalotes...), Institut de recherches pour le développement des techniques d'agriculture biologique et le commerce équitable comme stratégies des valorisation de l'agriculture paysanne dans le sahel, cas du sésame et du coton (IER/CRRA Mopti).

Souhaitons que ces initiatives soient encouragées par les pouvoirs publics car la voie du développement passe par la commercialisation à plus grande échelle et l'industrialisation des procédés de fabrication.

Co - organisée par le Ministre de l'agriculture et la FAO, la manifestation de Bandiagara a connu particulièrement la participation du Gouverneur de Mopti et autres personnalités de la région, du Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies, Représentant Résident du PNUD, des Représentants de la FAO, du PAM et de l'ONUSIDA et l'aimable présence de l'ambassadeur du Sénégal au Mali.

## LA SEMAINE DES NATIONS UNIES 2009 AU MALI



L'approche du grand rendez-vous de Copenhague sur le changement climatique multiplie, à travers le monde, les rencontres et les initiatives de sensibilisation sur la question. Le Système des Nations Unies au Mali a souhaité se mettre au diapason de l'actualité en consacrant une part importante de la « semaine des Nations Unies » à la thématique du **changement climatique** dont les effets sont déjà visibles dans le pays. Diverses activités ont donc été organisées entre le 14 et le 23 octobre et une attention particulière a été donnée à l'information des journalistes pour qu'ils puissent exercer leur rôle de relais auprès des populations ; la problématique du changement climatique n'étant pas qu'une question d'experts ou de décideurs politiques.

La semaine a été également l'occasion, pour le Système des Nations Unies, de se réunir autour de la **Journée Mondiale de l'Alimentation**, célébrée le 16 octobre à Bandiagara (voir page 7) et d'organiser une **activité de sensibilisation au lavage des mains et de distribution de médicaments déparasitant** dans des écoles de Bamako, le 21 octobre. Le personnel du SNU a profité de l'opportunité de la semaine des Nations Unies pour rappeler l'importance du **don de sang** en donnant l'exemple le 22 octobre. Par ailleurs, le 24 octobre, à **Tombouctou, une Journée Portes Ouvertes du PAM** a permis au grand public de mieux connaître les activités de l'Agence.

### *Changements climatiques et catastrophes naturelles*

Chaque deuxième mercredi d'octobre, la communauté internationale célèbre la **Journée Internationale de prévention des catastrophes naturelles**. Cette année, en lien direct avec la thématique de la semaine des Nations Unies au Mali, cette journée a été célébrée en partenariat avec la Direction générale de la protection civile par une **session de sensibilisation des Institutions de la République** au Centre International de Conférence de Bamako. L'événement avait pour objectif de rappeler l'importance d'une stratégie efficace de préparation aux catastrophes naturelles afin de réduire la vulnérabilité des populations aux phénomènes climatiques extrêmes, intensifiés par le réchauffement de la planète.

La session a compté la participation de M. Ibrahim M'boullé Fofana, Chef de Cabinet du Ministère Chargé des Relations avec les Institutions, Mme Mbaranga Gasarabwe, Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies et M. Anatole Sangaré, Secrétaire Général du Ministère de la Sécurité Intérieure et de la Protection Civile. Les allocutions d'ouverture ont souligné la menace que représentent les catastrophes naturelles sur le développement du Mali et, par conséquent, la nécessité d'instaurer une culture de préparation appuyée par un cadre institutionnel solide, et basée sur l'évaluation des risques, une surveillance généralisée ainsi que la communication des prévisions et un système d'alerte précoce intégré. Plusieurs spécialistes dont des représentants du PNUD, de OCHA et de la Direction générale de la protection civile sont revenus sur la stratégie internationale de prévention des catastrophes et les conséquences récentes des phénomènes climatiques extrêmes aux plans national et régional. Le rôle de la plateforme nationale de prévention et de gestion des catastrophes permettant une approche multisectorielle et multidisciplinaire a été souligné à plusieurs reprises.

Afin de sortir les discussions sur le changement climatique et les catastrophes naturelles de l'univers des experts politiques ou techniques, le Système des Nations Unies s'est associé à la Direction générale de la protection civile pour organiser un **débat télévisé** sur cette thématique. Les échanges ont impliqués, non seulement des experts du SNU et de la Direction Générale de la Protection Civile mais également du Ministère de l'Environnement et du CNRST qui ont, par leur propos, fait le lien entre les enjeux des négociations politiques et les



*Dégradation de l'environnement à Tilemsi*



*Inondations à Tombouctou*

manifestations concrètes des changements climatiques. Cette activité d'information et de sensibilisation avait pour objectif de contribuer à une meilleure compréhension par une partie de la population de l'impact des changements climatiques sur la vie quotidienne.

## LA SEMAINE DES NATIONS UNIES 2009 AU MALI (SUITE)

### *Mobilisation du Système des Nations Unies pour la santé des enfants*



De nombreux membres du Système des Nations Unies se sont mobilisés pour promouvoir la santé des enfants lors d'une journée consacrée à la **sensibilisation au lavage des mains et à la distribution d'albendazole dans 18 écoles de Bamako**. C'est dans la cour de l'école fondamentale de N'Tomikorobougou A que l'activité a été lancée par Mme Mbaranga Gasarabwe, Coordonnateur du Système des Nations Unies, Mme Fatoumata Binta Diallo, Représentant de l'OMS, et Mme Fanta Siby Diallo, Directrice régionale de la santé du district de Bamako. Les allocutions qui étaient égayées par les chants des élèves présents, ont souligné l'impact du lavage des mains sur la santé - selon l'UNICEF, le lavage des mains au savon, peut réduire de près de 50% l'incidence des maladies diarrhéiques et de 25% les maladies respiratoires - et le rôle des enfants comme agents de changements à travers la transmission des messages à leurs familles et communautés. Les représentants de l'UNFPA, de l'ONUSIDA, de l'UNESCO, du PAM, de l'UNICEF, du PNUD, de l'ONUDI, de UNHCR, du FENU et du programme VNU ont également pris part au lancement de la journée avant de rejoindre les autres écoles où les activités avaient été programmées. Au total, 4794 enfants étaient visés par la distribution; un nombre important qui

n'a pu être atteint que grâce à une forte mobilisation du Système des Nations Unies dans son ensemble.



*Le Système des Nations Unies sensibilisant les enfants au lavage des mains*



*Distribution d'albendazole dans les classes*

### *Don de sang volontaire - le Système des Nations Unies montre l'exemple*

Le don de sang volontaire est un geste simple qui peut sauver des vies! C'est ce que les membres du personnel du Système des Nations Unies ont souhaité souligner en participant à une **opération de don de sang** organisée le 22 octobre au dispensaire des NU. Le Centre national de transfusion sanguine a applaudi cette initiative qui représente une excellente occasion de rappeler que le don de sang régulier, volontaire et non rémunéré est essentiel pour faire face aux besoins croissants de transfusion. Au Mali, 70% des dons de sang sont des dons familiaux ou de compensation. Or, les études démontrent que les donneurs de sang volontaires et réguliers ont une faible prévalence du VIH, des virus de l'hépatite et d'autres agents infectieux car ils ont tendance à adopter des attitudes de vie saine.



## LA SEMAINE DES NATIONS UNIES 2009 AU MALI (SUITE)

### *La Journée des Nations Unies 2009*

Avec un jour d'avance, le 23 octobre, le Système des Nations Unies a célébré à l'hôtel Salam, en compagnie de ses nombreux partenaires, la Journée des Nations Unies qui marque la ratification par 51 Etats, le 24 octobre 1945, de la charte des Nations Unies.

La Journée 2009 a débuté par une **conférence de presse sur la problématique des changements climatiques au Mali**, thème de la semaine des Nations Unies. Les représentants de l'ensemble du Système des Nations Unies ont tenu, par leur participation, à souligner la dimension transversale de la problématique qui nécessite une réponse coordonnée. Les manifestations concrètes des changements climatiques au Mali ont été décrites: fortes variations de la pluviométrie, baisses des productions agricoles, « sahélistation » de la savane, progression des zones désertiques, inondations et détérioration du couvert végétal. Le Système des Nations Unies a rappelé le rôle des médias dans l'information et la sensibilisation des populations et des pouvoirs publics sur les problèmes majeurs tels que la question des changements climatiques et la nécessité de collaborer pour faire face à ce défi complexe.

La Conférence de presse a fait place à la **cérémonie** traditionnelle de la Journée des Nations Unies, ponctuée des discours du Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies et du Secrétaire Général du Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération Internationale ainsi que d'un représentant du personnel. Revenant sur les domaines clés de la coopération entre le Mali et les Nations Unies pour l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement, les intervenants n'ont pas omis de saluer l'adoption récente en Conseil des Ministres de la note de concept sur la réforme des Nations Unies. Cette année, outre les nombreux représentants des autorités nationales, des partenaires techniques et financiers, de la société civile et du secteur privé, le **cocktail** a réuni les membres du personnel du Système des Nations Unies qui ont pu se retrouver dans une ambiance conviviale pour célébrer ensemble la Journée des Nations Unies.

Une **exposition documentaire sur les activités du Système des Nations Unies** était également accessible à l'Hôtel Salam tout au long de la semaine des Nations Unies.

### La Journée des Nations Unies en quelques images:



## « DÉCLIC »

## EXPOSITION DE PHOTOGRAPHIES FAITES PAR DES ENFANTS SUR LEURS PROPRES DROITS



Du 07 novembre au 07 décembre, l'ONG Association des enfants et jeunes travailleurs (AEJT), appuyée par l'UNICEF, organise une exposition de photographies faites par des enfants pour célébrer le vingtième anniversaire de la Convention relative aux Droits de l'Enfant (CDE). Cette exposition s'inscrit dans le programme des 8 Rencontres de Bamako- Biennale africaine de la photographie du Musée national.

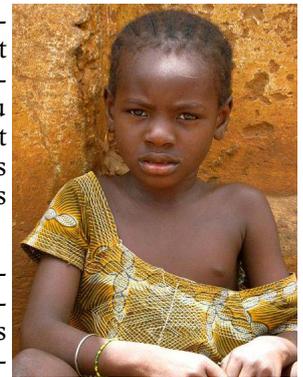
Il convient de souligner que cette exposition de photographies prises par des enfants revêt une importance capitale pour nos célébrations. A travers leurs images et leurs légendes, ils nous transmettent de puissants messages sur leur manière de voir la situation des enfants au

Mali. Ils nous disent ce qu'ils considèrent comme important pour les enfants, à savoir qu'ils aiment aller à l'école et avoir du temps pour jouer, ainsi que ce qu'ils considèrent comme néfaste pour les enfants, notamment mendier dans la rue, jouer dans un environnement malsain et être exposés aux risques.

Toutes les photos ont été prises par des enfants maliens qui ont participé à un atelier de photographie de cinq jours du 31 août au 04 septembre 2009, facilité par le photographe international Giacomo Pirozzi et la photographe malienne Amsatou Diallo. A l'atelier participaient des enfants scolarisés, non scolarisés ou scolarisés dans le système éducatif non formel, des enfants qui travaillent pour compléter le revenu de leur famille et des enfants qui vivent avec le VIH ou sont affectés par le VIH. La plupart des enfants n'avaient jamais tenu auparavant un appareil photographique dans leurs mains.



L'exposition offre aux enfants un espace pour exprimer, à travers des images, les différents aspects des droits de l'enfant, en particulier dans les domaines de la santé, de la nutrition, de la protection de l'enfant, de l'éducation et du jeu. Dans la plupart des cas, ce sont des adultes qui ont fait la promotion de la CDE, en prenant la parole au nom des enfants. Ceci était nécessaire pour mobiliser la volonté politique et veiller à ce que les droits de l'enfant fassent partie intégrante des droits humains. Toutefois, nous devons donner constamment la possibilité aux enfants de nous communiquer leurs idées afin de comprendre comment ils voient leur monde et qu'ils expriment leurs besoins.



**Lieu :** Palais de la Culture **Période :** Du 07 novembre au 07 décembre

**Ouverture et vernissage de l'exposition :** le 07 novembre à 17h00

## CALENDRIER DES CÉLÉBRATIONS

- 10 novembre: Journée mondiale de la science au service de la paix et du développement
- 20 novembre: Journée Internationale des droits de l'Enfant
- 25 novembre: Journée Internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes
- 25 novembre - 10 décembre: 16 jours d'activisme contre les violences faites aux femmes
- 1er décembre: Journée Mondiale de la lutte contre le SIDA
- 5 décembre: Journée Mondiale des Volontaires pour le développement économique et social
- 10 décembre: Journée des droits de l'Homme
- 18 décembre: Journée Internationale des Migrants

## Nouvelles de la Réforme des Nations Unies

La note conceptuelle sur la Réforme des Nations Unies au Mali a été examinée en Conseil des Ministres le 21 octobre 2009. Cet examen constitue une étape clé dans le lancement officiel du processus et la ratification du document par le Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération Internationale devrait avoir lieu dans les semaines à venir.

Une Note d'Information sur la Réforme des Nations Unies au Mali en français et en anglais est disponible auprès du CIRDP en version électronique ou papier. N'hésitez pas à demander des copies!

## Nouvelles du personnel

**M. Alexander Kapirovsy**, a rejoint l'OIM en tant que chargé de Bureau

**Mme Anne Marie Dembélé**, est nouvellement Chargée de programme nutrition pour l'UNICEF

**M. Dembélé Mamoutou** a rejoint l'UNICEF comme Assistant senior au budget à Bamako.

**M. Salif Kambo** anciennement en poste pour le PAM à Mopti a rejoint l'UNICEF

**M. Sidiki Kokaina**, employé comme Chargé de programme santé à Koulikoro a quitté l'UNICEF

**M. Daouda Guirou** a rejoint le PAM en tant que Chargé de communication et Assistant de Production des Rapports.

**M. Mahamadou Tanimoune** a lui aussi rejoint le PAM mais en tant qu'Assistant programme Santé/Nutrition.

**M. Moulaye Sangaré** a rejoint l'UNICEF comme Chargé de programme santé à Kayes

**Mme Mariam Sidibé** est également Chargée de programme santé pour l'UNICEF mais à Koulikoro

**Le Centre d'Information et de Ressources Documentaires (CIRD)** du Système des Nations Unies est ouvert au public du lundi au jeudi de 9h à 12h et de 14h à 16h, ainsi que le vendredi de 9h à 11h.

Adresse: Direction Nationale des Bibliothèques et de la Documentation, 2ème étage, Hamdallaye ACI 2000.

Contacts: 20 79 99 42

[Daniela.Adorna@undp.org](mailto:Daniela.Adorna@undp.org)

[Ibrahima.Djire@undp.org](mailto:Ibrahima.Djire@undp.org)

Système des Nations Unies au Mali BCR / PNUD  
BP 120 Bamako, Immeuble Bambi  
Boulevard du 22 octobre 1946, Quartier du Fleuve  
Bamako, Mali  
Téléphone : +223 20 70 00 00  
Télécopie : +223 20 22 62 98  
[Daniela.Adorna@undp.org](mailto:Daniela.Adorna@undp.org)

### Ont contribué à ce numéro:

*Daniela Adorna (BCR/CIRD), Rokia Bâ (UNESCO), Pierre Carrel (BCR), Angélique Carrer (PNUD), Yamina Chakkar (ONUSIDA), Abdoulaye Cissé (OMS), Moussa Baba Coulibaly (UNFPA), Moussa Diarra (Banque Mondiale), Dadoua Guirou (PAM), Moctar Hamme (BCR), Katarina Johanson (UNICEF), Marie Alice Tall (BCR)*

